

Le mois de mai 1968 entrera dans l'histoire des luttes de classe comme celui de la plus vaste montée révolutionnaire qui se soit jusqu'ici produite dans un pays capitaliste industriellement développé. Dix millions de grévistes ; toutes les grandes et moyennes entreprises ; les couches les plus arriérées et les moins politisées du prolétariat et des fonctionnaires entraînées dans l'action ; la jeunesse estudiantine et lycéenne faisant preuve d'une ardeur révolutionnaire extraordinaire ; les techniciens et les cadres largement associés ; les paysans rejoignant les étudiants et les travailleurs dans la lutte ; des manifestations de plus en plus amples et de plus en plus dures affrontant des forces de répression harcelées et progressivement démoralisées ; un gouvernement "fort" désarçonné et de plus en plus paralysé pendant deux semaines ; telle était l'image de la France dans ce printemps exceptionnel.

La volonté des centaines de milliers d'étudiants, de jeunes ouvriers, de lycéens d'abattre le régime capitaliste a éclaté de manière tellement évidente que personne ne peut la mettre en question sérieusement. Les travailleurs n'ont pas moins manifesté, eux aussi avec éclat, leur volonté de se battre non seulement pour des revendications immédiates et contre le régime gaulliste, mais aussi pour renverser le règne de la bourgeoisie et du Capital. Cette volonté s'est exprimée dans les occupations d'usines, de gares, de centrales électriques, de bureaux de poste, sur lesquels le drapeau rouge était hissé. Elle s'est exprimée dans les mots d'ordre de "pouvoir ouvrier", de "pouvoir aux travailleurs" de plus en plus répétés dans les manifestations et sur des affiches. Elle s'est exprimée par de nombreuses initiatives spontanées de contrôle ou de prise en main de moyens de production, d'appropriation du pouvoir de fait par des comités ou des collectifs de travailleurs et de citoyens.

Ainsi naissait progressivement devant les yeux du monde entier, un nouveau pouvoir, celui de la future République socialiste française, face au pouvoir décadent de la V^e République française. Il aurait été parfaitement possible, pendant la semaine du 24 au 30 mai, de généraliser ces expériences, de couvrir le pays d'un réseau d'organes de dualité de pouvoir, de les fédérer, de prendre les initiatives nécessaires pour abattre le régime gaulliste chancelant et de faire que la crise révolutionnaire aboutisse à la prise du pouvoir par le prolétariat, pour la construction du socialisme.

Si cela ne s'est pas produit, si l'Etat bourgeois a, en définitive, pu reprendre en main les rênes du pouvoir, cela est dû exclusivement à la trahison des directions ouvrières, avant tout des dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. qui contrôlaient la grande majorité des travailleurs. Ces dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. ont fait l'impossible pour isoler les étudiants et la nouvelle avant-garde révolutionnaire de la masse ouvrière, canaliser la grève avec occupations d'usines vers des buts purement revendicatifs, empêcher l'épreuve de force dans la rue où les rapports de force étaient éminemment favorables à la révolution, paralyser la riposte devant les violences de la répression, empêcher l'armement des piquets de grève et la constitution de milices ouvrières et estudiantines, faire accepter l'issue des élections que leur offrit un pouvoir aux abois, et fractionner et étouffer les grèves, dès que leur propre irrésolution et le discours résolu de De Gaulle avaient déterminé un premier arrêt du mouvement.